

BRIVADOIS

Céramiques de Haute-Loire : menace sur 77 emplois à Couteuges

L'usine des Céramiques de Haute-Loire, entreprise spécialisée dans la fabrication de carrelage située à Couteuges, dans le Brivadois, a été placée en redressement judiciaire en décembre. Le groupe belge Koracer, son propriétaire depuis trois ans, souhaite se séparer de son unité de production altaligérienne, ainsi que celle située à Forbach, en Moselle. Il y a une crainte de liquidation s'il n'y a pas d'offres de reprises : 77 emplois sont menacés sur le site de Couteuges et 5 à Lyon. Une audience aura lieu le 29 janvier au tribunal de commerce de Lyon pour statuer du sort des Céramiques de Haute-Loire. La direction du site n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet. Les syndicats n'ont pas répondu à nos appels.

HAUTE-LOIRE Emploi

Une « Matinale de l'intérim » au Puy-en-Velay jeudi

Ce jeudi, de 9 h 30 à 11 heures, la Mission locale du Velay organise une « Matinale de l'intérim » en partenariat avec le Pôle emploi du Puy-en-Velay, le Cipro (Comité pour l'insertion professionnelle) de la Haute-Loire et les Centres socioculturels de la ville (celui du quartier de Guitard, du centre-ville et du quartier du Val-Vert).



Elle a lieu à la Mission locale. Photo illustration Progrès/M. JEGAT

« Des avantages salariaux qui font une différence »

Le but de l'événement : mettre en relation les chercheurs d'emplois (jeunes ou même adultes) de ces quartiers avec des opportunités professionnelles. À cette occasion, les participants pourront rencontrer les Agences d'intérim RH et intérim et Start people pour découvrir l'intérim et des offres d'emploi.

« Travailler en intérim offre de nombreux avantages souvent méconnus : multiplier les expériences dans différentes entreprises, découvrir des métiers ou environnement professionnel, acquérir de l'expérience. Par-dessus tout, ce mode de travail permet de bénéficier

d'avantages salariaux qui font une certaine différence sur la fiche de paie : la prime de précarité de 10 % ou les congés payés majorés de 10 %. Il permet aussi d'augmenter ses chances de trouver un CDI », précise la Mission locale, dans un communiqué.

Les employés des services de la Mission locale et de Pôle Emploi seront également présents pour prodiguer des conseils aux chercheurs d'emploi. Des thèmes comme l'organisation de la recherche, les formations, le logement, la santé ou la mobilité seront abordés.

Rendez-vous à 9 h 30 la Mission locale du Velay, Cité Négocia, 2, rue Pierret, au Puy-en-Velay.

LE PUY-EN-VELAY Société

Mobilisation en faveur d'une famille kosovare



Elle doit quitter le territoire vendredi. RESF 43, des professeurs et des lycéens se sont mobilisés mercredi après-midi. Photo Progrès/Karine WIERZBA

Sept familles sont concernées dans le département. Une a reçu des billets d'avion et doit quitter le territoire français vendredi, alors qu'un recours a été fait auprès du tribunal de Lyon et que l'un des enfants, un lycéen juste majeur, resterait seul en France. RESF dénonce de « la violence institutionnelle ».

« Vous n'avez pas vocation à rester sur le territoire. » Cette phrase Agnès Ginhoux, du Réseau éducation sans frontières, ne la comprend pas. Elle n'est pas seule.

En Haute-Loire depuis cinq ans

Mercredi, en début d'après-midi, devant la préfecture, RESF 43 mais aussi de nombreux professeurs des lycées Charles-et-Adrien Dupuy et Auguste-Aymard, ainsi que du collège Jules-Vallès et des lycéens, se sont retrouvés pour une manifestation visant à alerter sur la situation de sept familles menacées d'expulsion, dont une qui a

reçu des billets d'avion pour retourner au Kosovo. Un retour programmé vendredi.

« Ça fait cinq ans ou plus que ces familles sont en Haute-Loire. Elles ont présenté des contrats de travail, des promesses d'embauche, les enfants sont scolarisés... Le préfet a des pouvoirs, dont celui, discrétionnaire, qui lui permet de regarder la situation de ces personnes et de mesurer les efforts qu'elles font », peste Agnès Ginhoux.

Seul en France, sans ses parents, à seulement 18 ans

Concernant la famille qui est sommée de quitter le territoire vendredi, les professeurs ont décidé de se mobiliser car ils ne comprennent pas cette décision. « L'aîné des enfants est au lycée depuis trois ans. Il prépare un Bac professionnel. Comme il vient juste d'être majeur, il n'est pas concerné par la mesure d'expulsion puisque son dossier est traité seul. Mais d'ici quelques mois, peut-être qu'il devra lui aussi partir... Si ses parents et ses frères sont expulsés, il va rester seul en France. Il ne peut pas

subvenir à ces besoins. On regrette que des décisions purement administratives soient prises et que la situation humaine ne soit pas considérée », souligne Virginie Durantet, professeur de français et de langues étrangères.

La famille a été d'autant plus surprise de recevoir cette notification de quitter le territoire alors même qu'elle attend une réponse d'un recours auprès du tribunal de Lyon... « On nous dit que la famille peut rentrer au Kosovo, un pays où tout va bien. Pourtant, en France, elle vit dans une précarité extrême. Qu'est ce qui fait qu'elle ne veut pas y retourner si tout va bien ? Pourquoi veut-elle rester en France, dans la précarité ? », s'interroge Agnès Ginhoux. Et de conclure : « On demande une analyse humaine des dossiers. Et une régularisation pour les familles qui sont là depuis plus de cinq ans. » Les professeurs ont envoyé, la semaine dernière, une demande d'entrevue au préfet. « Nous n'avons pas eu de réponse... »

Karine WIERZBA
karine.wierzba@leprogres.fr

BLAVOZY Social

La bataille contre la réforme des retraites se poursuit

Mercredi, les manifestants ont investi un rond-point de la zone industrielle de Blavozy/Saint-Germain-Laprade et ont appelé les salariés du privé à les rejoindre.

Les manifestants contre la réforme des retraites ne lâchent pas. Mercredi matin, une centaine de personnes se sont retrouvées dans la zone industrielle de Blavozy-Saint-Germain-Laprade.

Une manifestation ce jeudi matin au Puy-en-Velay

« Sur cette zone, il y a beaucoup d'emplois privés. L'idée est de tracter et de discuter avec les salariés du privé. Ils doivent entrer dans le mouvement car ce sont eux qui seront les victimes de cette réforme. Si on a beaucoup de représentants du privé dans les manifestations, en revanche, il n'y a pas un taux élevé de grévistes », explique Pierre Marsein, secrétaire

départemental de la CGT. La volonté de cette action était également de se rendre visible sur le terrain et de montrer que « nous continuons à protester contre cette réforme, alors que le gouvernement ne nous entend pas... »

Une nouvelle journée de mobilisation est prévue ce jeudi avec un défilé dans les rues du Puy-en-Velay au départ de la place Cadelaide à 10 h 30.

Karine WIERZBA



Une centaine de salariés du public et du privé, dont les Michelin, se sont retrouvés, mercredi matin, au cœur de la zone industrielle de Saint-Germain/Blavozy. Photo Progrès/Karine WIERZBA